



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du commerce international

CIIT • NUMÉRO 085 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 31 octobre 2017

Président

L'honorable Mark Eyking

Comité permanent du commerce international

Le mardi 31 octobre 2017

• (1205)

[Traduction]

Le président (L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.)): Bonjour et bienvenue à tous.

Je suis honoré d'être ici. Je m'appelle Mark Eyking, et je suis le président du Comité permanent du commerce international.

À l'occasion de cette réunion spéciale, nous sommes en compagnie d'invités exceptionnels à la Chambre des communes. Nous allons aujourd'hui discuter de la relation entre le Canada et l'Ukraine.

Nous souhaitons la bienvenue au premier ministre de l'Ukraine, Son Excellence Volodymyr Groysman, qui est accompagné de son vice-premier ministre, Son Excellence Stepan Kubiv, ainsi que de l'ambassadeur de l'Ukraine au Canada, Son Excellence Andriy Shevchenko.

Nous vous souhaitons la bienvenue, de même qu'aux personnes qui vous accompagnent à la Chambre des communes pour cette réunion tout à fait spéciale.

À la table et dans la salle se trouvent nos collègues du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, ainsi que des membres du Comité permanent de la défense nationale et son président, M. Fuhr. Bien sûr, les membres de notre comité, soit le Comité permanent du commerce international, sont aussi présents. Tout le monde souhaite évidemment poser une question, mais nous avons des contraintes de temps à respecter.

Les premiers habitants de notre merveilleux pays étaient les Autochtones et les communautés des Premières Nations. J'imagine que c'était ainsi au début de notre histoire, mais de nombreuses autres diasporas se sont établies sur notre territoire, et il n'y en a pas de plus importante que la communauté ukrainienne. Nous avons pratiquement tous des gens d'origine ukrainienne... Je viens du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, où la collectivité de Whitney Pier abrite une communauté ukrainienne dynamique. Ces gens sont arrivés ici au début des années 1900 pour travailler dans l'aciérie. C'est le meilleur endroit pour se procurer des pérogies et des cigares au chou dans notre région.

Je parlais justement à M. Bezan, qui dit qu'il y a plus d'un million et demi de personnes d'origine ukrainienne au pays. Peu importe si elles sont à Cap-Breton ou dans les Prairies, nous constatons que l'Ukraine est bien représentée.

Puisque nous avons jusqu'à 13 heures seulement, je vais sans plus tarder commencer la séance en cédant bien sûr la parole au premier ministre de l'Ukraine, Son Excellence Volodymyr Groysman.

Monsieur, vous pouvez y aller. La parole est à vous.

S.E. M. Volodymyr Groysman (Premier ministre de l'Ukraine, Parlement de l'Ukraine (Verkhovna Rada)): [Traduction de

l'interprétation]: Mesdames et messieurs les députés et les présidents des comités, je vous remercie.

Au nom de notre délégation et de notre pays de 45 millions d'habitants, je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion conjointe.

Je tiens à préciser qu'à nos yeux, le Canada est un partenaire tout à fait exceptionnel. C'est un pays avec lequel nous entretenons des liens très étroits, et ce, depuis plus de 100 ans. Quelque 125 années se sont écoulées depuis l'arrivée des premiers Ukrainiens au Canada. Nous sommes fiers que des Ukrainiens qui vivent ici, sont des citoyens canadiens et sont nés ici aient contribué à renforcer votre nation.

Nous rencontrons aujourd'hui de nombreux défis à l'échelle mondiale. Je suis profondément convaincu qu'ensemble, nous pouvons protéger efficacement notre démocratie dans le monde. Le fait qu'il y ait aujourd'hui une réunion conjointe entre trois comités — les affaires étrangères, la défense et le commerce international — est une chose que... dédié à un enjeu particulier.

Nous accordons une importance capitale à la collaboration entre nos pays. Nous entrevoyons aujourd'hui des perspectives radicalement nouvelles. C'est ma toute première visite au Canada en tant que premier ministre de l'Ukraine, et à titre personnel aussi. Je découvre moi-même ce merveilleux pays.

Je constate que nous avons des occasions formidables de renforcer notre collaboration à bien des égards, de la culture à la scène internationale. En tant que grand pays de 45 millions d'habitants, nous avons eu beaucoup de difficulté à prendre notre place. Au cours des temps difficiles que nous avons connus ces trois dernières années, nous avons ressenti l'appui du Canada. Nous savons que le Parlement du Canada est uni devant la situation de l'Ukraine. Nous vous en sommes hautement reconnaissants, car cela témoigne de votre soutien envers la démocratie et ses valeurs.

Au cours des trois dernières années, nous avons dû défendre notre souveraineté. Nous sommes d'ailleurs en train de restaurer notre intégrité territoriale. En cette période trouble, nous avons également entrepris des réformes au pays, qui visent toutes les sphères de nos vies. Je tiens à vous rappeler qu'en 2014, nous avons été la cible d'une agression sans précédent de la Fédération de Russie. Permettez-moi de vous présenter quelques faits et chiffres à ce sujet.

Il y a eu l'annexion de la Crimée, puis l'occupation temporaire d'une région de l'est de l'Ukraine. Du jour au lendemain, nous avons perdu nos marchés traditionnels étant donné que l'économie du pays dépendait fortement de la Russie. Une politique de la Russie visait d'ailleurs à nous rendre dépendants d'elle. L'approvisionnement de l'Ukraine en énergie et en gaz a été interrompu. Or, 93 % de notre gaz provenait de la Russie. Nous avons aussi été la cible d'infoattaques de la Russie, de même que de cyberattaques, qui demeurent aujourd'hui encore un défi pour nous.

L'économie nationale était très fragile en raison des gestes du régime précédent. L'agression a entraîné la perte de 17 % de notre PIB. Tous ces éléments étaient extrêmement difficiles pour nous. Nous avons commencé à rétablir le pays, notamment grâce à la collaboration de nos partenaires étrangers. Encore une fois, je tiens à exprimer notre appréciation du fait que vous soyez demeurés à nos côtés pendant cette période difficile, et que vous l'êtes encore.

Nous ressentons aujourd'hui le même genre d'appui que ce que le Canada avait fait en 1991 en étant le premier pays occidental à reconnaître notre indépendance. Nous pouvons également mentionner les nombreuses missions techniques en Ukraine, ainsi que notre collaboration sur le plan de la défense. Je considère également que l'accord de libre-échange entre nos deux pays est une percée énorme.

● (1210)

Nous aimerions entamer un dialogue sur la simplification du régime de visa entre nos pays. Nous avons d'ailleurs eu une expérience positive à ce chapitre. Nous avons une dispense de visa avec l'Union européenne et Israël. De même, notre régime de visa avec les États-Unis est assez souple, et je suis convaincu qu'il est temps de commencer à discuter afin de rapprocher encore plus nos deux nations.

Pendant cette période, nous avons réussi à mettre un frein à la crise économique. La reprise économique a commencé, et la croissance économique se chiffre désormais à un peu plus de 2 % du PIB. Nous avons également engagé une réforme profonde du pays dans de nombreux secteurs qui n'avaient pas bougé depuis plus de 23 ans. Nous avons entamé la décentralisation du pays. Nous avons lancé une réforme à grande échelle de la fonction publique et du secteur de l'énergie. Nous avons commencé à instaurer de nouvelles lois pour lutter efficacement contre la corruption. Nous devons désormais mettre sur pied un nouveau tribunal ukrainien de lutte contre la corruption qui aura la confiance de la population.

Il y a quelques semaines seulement, le Parlement a pris la très importante décision de créer un nouveau système d'éducation moderne, ainsi que de réformer le système de santé. En octobre dernier, nous avons aussi approuvé une nouvelle et vaste réforme du régime de pension ukrainien. Nous nous préparons à la privatisation à grande échelle, et nous avons également planifié de nombreuses autres réformes qui changeront la vie de notre pays. Nous n'allons pas nous arrêter. Le 1^{er} septembre 2017, l'accord d'association avec l'Union européenne est entré pleinement en vigueur. Cela signifie que nous devons harmoniser nos lois à celles de l'Europe, et faire de l'Ukraine un pays démocratique dont l'économie est vigoureuse.

Je tiens encore une fois à vous remercier de votre appui constant. Nous pouvons aujourd'hui parler de notre vision de l'avenir, car je suis le genre d'homme qui croit que tout ce qui est fait aujourd'hui appartient déjà au passé; il est donc important de parler de ce que nous ferons demain.

Merci.

● (1215)

Le président: Monsieur le premier ministre, je vous remercie de votre mot d'ouverture. Comme beaucoup d'entre nous ici présents, j'ai eu l'honneur de visiter Kiev il y a quelques années. Votre pays regorge de ressources et de gens dynamiques, et il est scandaleux de constater qu'il semble constamment rencontrer de nombreuses difficultés. Je vous souhaite bonne chance.

Notre comité suit une procédure, et nous essayons de nous en tenir à cinq minutes par intervenant. Nous serons toutefois flexibles. Je demande donc à mes collègues de ne poser qu'une question et d'être concis pour que le premier ministre ou ses accompagnateurs aient le temps de répondre.

Nous allons donc sans plus tarder commencer par les conservateurs.

Monsieur Bezan, la parole est à vous.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier Vos Excellences d'être avec nous aujourd'hui pour discuter de tout ce qui se passe en Ukraine et de la façon de progresser. Comme vous le savez, des gouvernements conservateurs et libéraux se sont succédé au Canada, avec le soutien du NPD, et nous unissons tous nos voix pour appuyer l'Ukraine. Nous voulons nous assurer que les aspirations que le peuple a exprimées à la place Maïdan dans la foulée de la Révolution de la dignité sont satisfaites.

Vous avez parlé de la privatisation de certains secteurs de l'Ukraine. Une des choses qui me préoccupent puisque je viens du milieu agricole, c'est de veiller à ce que les terres des agriculteurs ukrainiens puissent être vendues et transférées. Dans vos propositions, avez-vous prévu des dispositions qui permettent ou non la vente de terres agricoles à des intérêts étrangers?

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] C'est effectivement une question fort importante, car l'agriculture représente aujourd'hui 17 % du PIB de l'Ukraine. Il y a donc des possibilités de croissance énormes, ce qui passe en grande partie par la capacité de vendre les terres.

Comme vous le savez, c'est un enjeu très sensible pour les Ukrainiens, qui nécessite plus de discussions et d'échanges avec la population. Je souhaite toutefois souligner qu'à nos yeux, ce sujet fait partie des priorités du gouvernement. Nous sommes en train de communiquer avec la population, et nous cherchons un format qui répondra aux besoins de l'économie nationale tout en protégeant les droits des Ukrainiens. Nous avons bel et bien décidé de commencer par appuyer l'agriculture nationale en Ukraine. Au départ, ce mécanisme ne permet pas de vendre les terres ukrainiennes à des étrangers. La terre ne sera vendue qu'à de petits agriculteurs. Nous croyons que cette étape permettra la circulation des terres tout en favorisant le développement des fermes ukrainiennes.

Merci.

● (1220)

M. James Bezan: Merci beaucoup.

En tant que premier ministre, vous êtes également à la tête des mesures de lutte contre la corruption qui sont prises en Ukraine. Lorsque nous étions là-bas au sein du comité de la défense nationale, nous avons entendu parler d'une réforme qui vise l'armée ukrainienne ainsi que d'autres organes gouvernementaux. Je crois également savoir qu'il y a eu des manifestations publiques au cours du dernier mois sur la vitesse de ces réformes.

Pourriez-vous expliquer au Comité comment se déroule la réforme, et comment vous composez avec la corruption afin de l'enrayer au sein du gouvernement ukrainien?

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Il est très important de lutter contre la corruption qui sévit en Ukraine depuis de nombreuses années. Elle a été cultivée chez nous, et c'est un problème très grave, de sorte que nous avons décidé d'adopter une approche systématique. La réponse à la question comporte deux volets. D'un côté, nous devons nous battre sur le plan pénal. Nous devons traduire en justice tous ceux qui commettent des infractions liées à la corruption. D'autre part, des changements institutionnels nous permettent d'enrayer la corruption à son origine.

Pour ce qui est du premier volet, lorsque j'étais le Président du Parlement en 2015, nous avons commencé à modifier la législation nationale. Nous avons donc créé des lois assez ouvertes qui s'avèrent efficaces jusqu'à maintenant. Nous devons pouvoir déceler les infractions liées à la corruption, et toutes les lois nécessaires ont été approuvées et sont en vigueur.

La deuxième étape était la création d'institutions visant à lutter contre la corruption. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, nous avons mis en place un bureau national de lutte contre la corruption totalement indépendant, qui enquête sur le phénomène. Nous avons également créé une agence nationale de prévention de la corruption. Sa mission consiste à analyser les situations, puis à examiner en détail et surveiller le mode de vie des fonctionnaires. Tous les registres publics sont désormais ouverts, de sorte qu'il est facile d'obtenir de l'information sur les bénéficiaires et propriétaires des biens. Auparavant, ces données étaient fermées. Nous avons aussi mis en place le système de déclaration électronique, qui est très rigoureux et rehausse les attentes à l'égard des fonctionnaires et des titulaires de charges publiques. Nous avons aussi créé le bureau indépendant du procureur pour la lutte contre la corruption. Il fallait suivre une procédure particulière pour y arriver, mais il est aujourd'hui en place et fonctionnel.

Nous devons désormais résoudre le troisième problème, ce qui passe par la création d'un appareil judiciaire juste et équitable. Dans ce contexte, nous devons remanier le modèle de la Cour suprême. Nous sommes en train de restaurer ce tribunal conformément aux modifications constitutionnelles qui ont été approuvées l'année dernière. Et maintenant, une nouvelle initiative vise à créer des tribunaux de lutte contre la corruption. Le président — selon son mandat constitutionnel — doit prochainement soumettre un projet de loi pour la création de ces nouveaux tribunaux. Une fois que toutes les institutions auront été instaurées et seront fonctionnelles, nous devons nous attaquer à la corruption.

En ce qui a trait aux changements institutionnels, nous essayons de prendre systématiquement des décisions qui visent à enrayer la corruption à son origine, comme je l'ai dit. Par exemple, nous avons lancé un système de marchés publics transparents en août 2016. Soit dit en passant, l'accord de libre-échange avec le Canada permet aux entreprises canadiennes de participer aux marchés publics de l'Ukraine. Nous dépensons donc désormais des milliards de dollars dans la transparence la plus totale, alors qu'auparavant, le système était très corrompu et fermé.

Par ailleurs, nous avons éliminé la corruption qui sévissait dans l'établissement du prix de l'essence du secteur de l'énergie. C'était autrefois un système gangrené par la corruption. Nous avons également procédé à une déréglementation à grande échelle, et levé divers obstacles au développement de l'économie nationale et des entreprises. En 2015, nous avons aussi engagé une réforme profonde

dans le but de décentraliser le pouvoir, ce qui constitue un autre changement important de lutte contre la corruption.

Aujourd'hui...

• (1225)

Le président: Merci, monsieur.

J'essaie de permettre aux députés de poser le plus de questions possible. Je m'excuse de vous interrompre, mais je dois continuer.

Je demande aux députés de ne poser qu'une seule question, afin que le plus grand nombre d'intervenants possible puissent s'adresser au premier ministre et à ses accompagnateurs.

Nous allons sans plus tarder écouter M. Wrzesnewskyj, du Parti libéral. Nous l'appelons Borys, et il est un grand allié pour nos deux pays.

Borys, la parole est à vous.

M. Borys Wrzesnewskyj (Etobicoke-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre Groysman, le Donbass était auparavant une puissance industrielle. Aujourd'hui, c'est un lieu dévasté par la guerre qui compte près de deux millions de personnes déplacées, qui ont fui vers l'Ukraine libre. Des millions de personnes des territoires occupés traversent un hiver très froid, avec de graves pénuries de nourriture et de médicaments.

Nous voyons clairement le résultat de la guerre de Poutine dans le Donbass: la mort, la destruction, la faim et des millions de réfugiés. Poutine a l'objectif de faire un État en déroute de l'Ukraine démocratique, dont l'économie en pleine croissance est intégrée à l'occident. Le Kremlin n'est manifestement pas contre l'idée d'une invasion militaire du territoire ukrainien indépendant.

Imaginons maintenant ce qu'il adviendrait si la dévastation du Donbass frappait l'Est et le Sud de l'Ukraine; il y aurait des dizaines de millions de réfugiés. C'est un scénario qui donne incroyablement froid dans le dos.

Monsieur le premier ministre, combien de chars d'assaut la Russie a-t-elle conduits dans les petits États fantoches du Kremlin que sont la prétendue République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk? Combien de soldats russes sont postés le long des frontières au nord et à l'est de l'Ukraine? Combien de soldats russes se trouvent dans la Crimée, le territoire du Sud de l'Ukraine qui a été envahi par l'armée et qui est occupé? Combien de soldats russes sont dans le petit État fantoche du Kremlin de la Transnistrie, dans le Sud-Ouest de l'Ukraine? Enfin, si nous voulons aider l'Ukraine à se bâtir une force de dissuasion militaire crédible et à avoir une chance réelle de reconstruire son économie et de s'intégrer à l'occident, que faut-il faire, en plus de former des soldats ukrainiens?

Le président: Allez-y, monsieur.

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] En effet, la Russie n'a entrepris son invasion que quand notre pays a décidé de cheminer vers son intégration dans l'Union européenne et la famille européenne unie. La Russie n'a pas aimé cela et c'est alors qu'elle s'est mise à lancer ses attaques.

Cependant, je crois qu'aujourd'hui, la question dépasse nettement la seule Ukraine. Je ne vous donnerai qu'un exemple. La Crimée ukrainienne, avant l'annexion, était un secteur de villégiature où pouvaient aller les gens de partout dans le monde. Elle a temporairement hébergé une base navale russe qui devait être démantelée en 2017. Aujourd'hui, cette base est devenue une base militaire russe d'une très grande puissance. Elle est trop puissante pour ne constituer une menace que pour l'Ukraine. Elle représente une menace pour les pays de l'OTAN également.

En ce qui concerne ce que nous ferons à l'avenir, bien sûr, nous allons nous battre, et nous allons tout faire pour veiller à ce que l'ennemi se retire de notre territoire. Les chiffres sont énormes. Si nous parlons de la composante militaire, c'est plus de 60 000 membres et plus de 700 chars d'assaut. Plusieurs milliers de véhicules blindés de transport de troupes sont déployés le long des frontières de l'Ukraine, ainsi qu'à l'intérieur de l'Ukraine, dans les régions occupées. Tout cela représente une menace pour nous. Nous souhaitons une résolution politique et diplomatique, mais nous savons aussi avec certitude que notre capacité militaire est un facteur très important pour le retrait des troupes russes de l'Ukraine.

En fait, nous devons améliorer notre capacité militaire. Nous parlons d'armes défensives. Plus notre défense sera forte, plus elle contribuera à dissuader toute agression de la Fédération de Russie. Nous savons gré au Canada de sa contribution à la formation de notre personnel militaire, et nous croyons que ce sera vraiment le pas dans la bonne direction pour que nous puissions obtenir des armes défensives de haute technologie qui seront un symbole et un moyen de contenir les agressions de la Fédération de Russie.

Merci.

• (1230)

Le président: Merci.

C'est maintenant au tour du NPD.

Madame Duncan, c'est à vous.

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Merci beaucoup.

Bienvenue, monsieur le premier ministre. Nous sommes ravis de votre visite au Canada. J'ai eu la chance de visiter quelques fois votre pays, qui est magnifique.

Je ne peux poser qu'une question, alors je vais simplement commencer par vous féliciter de votre plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Je sais que vous avez eu de la difficulté à obtenir du gaz et des combustibles fossiles, et ainsi de suite. Je vous félicite des mesures qui ont été prises et des prix que vous remportez pour vos développements technologiques. Je pense que vous devriez envisager de faire appel à l'expertise canadienne. Beaucoup de pays vous aident; pensez à demander l'expertise du Canada.

À ce sujet, je comprends que des négociations sont en cours afin que les Ukrainiens puissent avoir un accès sans visa au Canada. L'une des choses qui pourraient vous être profitables, c'est que vos experts viennent rencontrer nos experts. Je me demande comment se déroulent les négociations sur l'accès sans visa.

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] J'estime que la question de l'accès sans visa ou de l'annulation du visa pour les Ukrainiens est très importante et que cela va contribuer au développement de nos relations bilatérales. Nous venons tout juste de parler de lancer ce dialogue et, avec le consentement du Canada, nos experts sont prêts à entreprendre un dialogue approfondi et à créer une feuille de route qui nous mènera à

la réalisation de cet objectif. Nous avons le plus grand respect pour vos lois nationales, et nous aimerions que ce processus soit très efficace en vue de préserver nos intérêts bilatéraux. Nous sommes donc ouverts à la coopération.

En ce qui concerne la coopération technique, nous savons qu'un examen visant un nouveau programme de coopération technique avec le Canada est en cours, et nous nous attendons absolument à ce que l'Ukraine prenne la place qui lui revient concernant le soutien technique, le soutien des réformes et le soutien des experts de l'Ukraine.

Merci.

Le président: Merci.

J'aimerais souligner que nous avons avec nous deux secrétaires parlementaires, aujourd'hui: Pam Goldsmith-Jones et M. Leslie.

Bienvenue.

Mme Pam Goldsmith-Jones (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Omar Alghabra et Kerry Diotte sont aussi présents.

Le président: Oui. Je suis désolé. J'ai presque enfreint le Règlement en ne soulignant pas leur présence à tous. De toute façon, je veux simplement souhaiter la bienvenue à tous les secrétaires parlementaires présents.

Je ne veux pas enlever du temps aux députés, alors nous passons directement à M. Peterson.

Allez-y, monsieur.

M. Kyle Peterson (Newmarket—Aurora, Lib.): Merci, monsieur le président.

Nous avons beaucoup de secrétaires parlementaires présents, et ceux qui travaillent fort à essayer de les joindre...

Des voix: Ah, ah!

Un député: C'est une blague d'initié.

M. Kyle Peterson: Monsieur le premier ministre, monsieur le premier vice-premier ministre et monsieur l'ambassadeur, je vous remercie infiniment de votre présence aujourd'hui. C'est un honneur d'être ici avec vous. Je fais partie des quelques députés d'origine ukrainienne, alors je suis particulièrement fier d'être ici aujourd'hui.

Je me rappelle très bien du 2 décembre de 1991, je crois, quand j'étais un étudiant à l'université. Le Canada avait été le premier pays occidental à reconnaître l'Ukraine. Je crois que c'est une date monumentale dans l'histoire de nos deux nations. Dans ce même esprit, nous avons ratifié l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine, l'année passée. Je crois que c'était unanime. Tous les députés ont voté pour cela. Je crois que c'est aussi une date monumentale pour la relation entre nos deux pays.

Je veux simplement parler un peu de cet accord et du commerce international entre nos deux pays en général, en ce sens que je pense que le commerce et une économie forte sont les meilleures façons de raffermir la démocratie. Je crois que l'Ukraine se situe au 70^e rang des partenaires commerciaux du Canada, en ce moment.

Quels sont les obstacles au commerce? Comment pouvons-nous travailler ensemble à augmenter le commerce? C'est fondamental, non seulement pour la relation entre nos deux pays, mais pour vous aider à resserrer la démocratie dans votre pays, et franchement, pour montrer au monde que le Canada et l'Ukraine sont depuis longtemps des amis et le demeurent. Je pense que ce serait une bonne façon de signaler cette amitié à l'échelle mondiale. Je me demande simplement s'il y a des façons dont nous pourrions abattre les obstacles et améliorer le commerce entre nos deux pays.

• (1235)

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Merci.

J'aimerais commencer par vous remercier du soutien unanime de cette décision. L'un des objectifs importants de ma visite de travail au Canada est de trouver des occasions d'approfondir notre coopération dans la sphère économique. Hier, nous avons eu un forum d'affaires auquel des entrepreneurs canadiens et ukrainiens ont participé. Notre délégation compte de nombreux représentants de ministères touchant à l'économie, notamment le représentant du gouvernement en matière de commerce international. Nous avons établi d'excellentes bases pour nous assurer de l'augmentation des échanges commerciaux entre nos pays. Nous devons maintenant étendre la portée des contacts entre nos entreprises. Nous voyons que les échanges ont augmenté de 70 %, mais nous savons que cela ne correspond toujours pas à notre potentiel. Le commerce entre nos deux pays aux économies très solides ne peut se limiter à plusieurs centaines de millions de dollars.

Je m'attends à ce que chaque année, nous constatons une augmentation de notre commerce bilatéral. Nous sommes aussi prêts à amorcer le dialogue sur l'expansion du libre-échange dans le secteur des services. Je crois que cela va nous donner d'excellentes possibilités, compte tenu surtout de notre coopération déjà présente dans le secteur des services. Il y a également un autre secteur de coopération possible, et c'est la protection des investissements bilatéraux. Nous devons ouvrir nos pays et donner à nos entreprises de la meilleure information sur nos lois et notre logistique. C'est à la suite de cela que nous verrons de nouveaux contacts entre les entreprises, et une nouvelle croissance de notre commerce.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Peterson.

Cela va très bien, mesdames et messieurs. Je crois que nous avons le temps de faire un autre tour.

C'est au tour de Mme Lapointe.

Vous avez la parole.

[Français]

Mme Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bonjour à tous. Je vous souhaite la bienvenue. Cela nous fait plaisir de vous recevoir aujourd'hui.

Comme le disait mon collègue, il s'agit du premier accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine. De plus, mon collègue vous a demandé si des éléments de l'accord de libre-échange pouvaient être améliorés? Selon vous, quels secteurs de l'économie vont en bénéficier?

Plus tôt, vous avez parlé de l'amélioration des services et de la coopération. Selon vous, sur quoi devrions-nous mettre l'accent afin que les deux pays aient accès aux meilleures possibilités possible dans le cadre de l'accord de libre-échange?

[Traduction]

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Nous avons eu une très bonne expérience avec la coopération. Nous devrions miser sur cette expérience de création d'un accord de libre-échange afin de conclure un nouvel accord visant la protection des investissements et le commerce dans le secteur des services. Je crois que nous devrions nous fonder sur l'équilibre des intérêts à l'intérieur de l'économie de l'Ukraine. Notre équipe est tout à fait prête à lancer ce processus naturel. En matière de commerce et de services, nous voyons déjà de la coopération entre nos entreprises, alors il existe une vive demande pour ces types d'échanges.

Merci.

• (1240)

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

Nous passons maintenant aux conservateurs.

C'est à vous, monsieur Carrie.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Premièrement, monsieur le premier ministre, je tiens à dire que c'est formidable de vous avoir ici avec nous.

Je suis fier de venir d'Oshawa, la ville du premier ministre du Cabinet canadien d'origine ukrainienne, Michael Star. Nous avons une communauté ukrainienne très active.

Je veux vous interroger sur certains des secteurs que nous avons en commun. Nous avons eu le plaisir de visiter votre pays avec l'ancien premier ministre, M. Harper, il y a quelques années. J'ai été vraiment impressionné par les débouchés que nous avons vus dans le secteur pétrolier et gazier, le secteur de l'aviation, la défense et la coopération industrielle.

Ma question creuse un peu plus dans ce que certains de mes collègues ont dit. Nous avons les visas, et nous pourrions améliorer le régime pour que l'accès se fasse sans visa. Quels secteurs industriels offrent, d'après vous, les meilleures possibilités de coopération entre le Canada et l'Ukraine?

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] En fait, nous avons enregistré une croissance dans tous les secteurs de l'économie nationale. Nous croyons que nous pouvons obtenir de bons chiffres dans le développement de l'agriculture et des affaires. Il y a un fort potentiel de croissance, y compris dans la transformation des produits agricoles. Si vous regardez la structure de nos exportations, vous verrez que nous sommes des leaders mondiaux pour certains aspects de l'expertise agricole. Par exemple, nous sommes le premier exportateur d'huile de tournesol à l'échelle mondiale, mais il nous manque toujours les technologies de pointe en agriculture. Nous pourrions améliorer notre contribution au PIB.

Il y a aussi une stratégie énergétique. Nous comptons développer des énergies de remplacement d'ici 2035. Nous voulons décupler la part des énergies de remplacement. Nous voulons que d'ici 2020, tous nos besoins en chauffage des maisons soient satisfaits au moyen de gaz naturel produit chez nous. Nous avons déjà commencé à augmenter la production intérieure. Nous nous attendons à une croissance de 600 à 700 millions de mètres cubes cette année, alors c'est une autre possibilité de coopération. Je devrais aussi mentionner l'énergie hydroélectrique et le développement de l'énergie nucléaire à l'échelle nationale. Là encore, il y a beaucoup de potentiel.

Je devrais mentionner l'aérospatiale. Nous avons des possibilités de collaboration entre nos deux pays, et demain, à Montréal, nous assisterons au forum sur l'aérospatiale qui réunit nos deux pays. Nous allons signer les accords pertinents. Il y a aussi de l'expansion dans le secteur de la construction, l'industrie légère et la construction de machines. Ce sont tous des secteurs où nous avons besoin d'investissement, et qui ont un fort potentiel de croissance.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

Merci de votre excellente question, monsieur Carrie.

Monsieur Dhaliwal, c'est à vous.

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Merci, monsieur le président.

Messieurs le premier ministre, le premier vice-premier ministre et l'ambassadeur, bienvenue.

Récemment, le Canada a adopté la loi Magnitsky. Combien d'Ukrainiens la Russie a-t-elle enlevés illégalement en Crimée pour leur faire subir des simulacres de procès? Est-ce que des sanctions contre les procureurs et les juges de ces simulacres de procès seraient efficaces?

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Premièrement, je tiens à vous remercier de l'approbation récente par votre Parlement de la loi Magnitsky. C'est une excellente contribution à la lutte pour les droits de la personne.

Quand nous parlons du respect des droits de la personne et des violations commises en Crimée, nous voyons des prisonniers politiques et des prisonniers illégalement enlevés par la Russie. Dans certains cas, nous avons réussi à les faire libérer. Récemment, deux chefs des Tatars de Crimée ont été relâchés grâce à des efforts internationaux, mais le problème, c'est que la Russie ne respecte pas les droits de la personne.

La Russie a commencé à opprimer les citoyens ukrainiens qui ont des passeports ukrainiens ou qui s'identifient comme faisant partie de la nation ukrainienne. Ils ont subi de la persécution religieuse, et ce sont des défis pour nous. Nous avons par conséquent vu des dizaines et des centaines de cas de personnes détenues illégalement, et quelques cas seulement de personnes relâchées.

Bien entendu, la loi que vous avez adoptée représente une possibilité de punir des personnes données pour des violations particulières, et c'est une contribution très importante.

Merci beaucoup.

• (1245)

Le président: Monsieur Yurdiga, nous vous écoutons.

M. David Yurdiga (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à nos invités spéciaux et amis de l'Ukraine.

J'aimerais me concentrer sur l'économie de l'Ukraine. C'est une préoccupation pour tous, car notre économie et la vôtre sont en quelque sorte reliées. Comme l'économie de l'Ukraine a-t-elle été touchée par le conflit en Crimée et le Donbass? Et qu'est-ce que le Canada peut faire de plus sur le plan de l'investissement?

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Nous avons perdu près du cinquième de notre économie parce que les Russes ont envahi notre territoire et saisi illégalement des actifs de notre pays, y compris des ressources naturelles. C'est un gros défi. Ils ont également fait fi de toutes les normes internationales. Ils ont imposé des limites aux mouvements de

marchandises ukrainiennes, y compris le passage de marchandises ukrainiennes en Russie. C'était une pression sans précédent, mais nous avons aussi vu cela comme une possibilité. Nous avons dû axer l'économie nationale sur d'autres marchés. Cela nous a motivés à adopter de nouvelles technologies. Depuis des décennies, la Russie nous faisait stagner. Ils ont empêché l'Ukraine par divers moyens de faire des percées technologiques.

Maintenant, je tiens à souligner que nous avons de la croissance économique. Comme je l'ai dit, cette année, elle se situera à 2,2 %. L'année prochaine, elle sera plus de l'ordre de 3 %, mais nous croyons qu'une croissance économique de 5 % à 7 % est un objectif absolument réaliste, car nous voyons un potentiel énorme pour la participation des entreprises canadiennes à notre privatisation. Nous avons 3 500 entreprises d'État. C'est l'héritage d'un passé inefficace.

Nous avons déposé un projet de loi qui régira la privatisation en fonction des meilleures normes internationales. Une fois que le projet de loi aura été adopté, les occasions d'investissement seront formidables. Il y a de très nombreux domaines, de la terre à l'espace, qui peuvent représenter d'excellents profits pour les investisseurs.

Le mois dernier, nous avons fait un retour sur le marché du financement international. Nous avons placé nos obligations, qui s'élevaient à 3,5 milliards de dollars, alors nous voyons maintenant un retour de l'intérêt des investisseurs étrangers pour l'Ukraine. Cependant, nous devons aller de l'avant et nous devons nous doter de normes élevées.

Le président: Je vous remercie de votre question, monsieur.

Et je vous remercie, monsieur le premier ministre, de votre réponse.

Nous passons maintenant au NPD.

Monsieur Garrison, vous avez la parole.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je veux aussi souhaiter la bienvenue au premier ministre. Nous espérons pouvoir utiliser les fréquents contacts que nous avons eus récemment pour établir des liens plus étroits entre nos parlements en tant qu'institutions, ainsi qu'entre nos gouvernements. Je vais faire écho aux observations de mes collègues et dire que nous pressons le Canada d'instituer un accès sans visa pour l'Ukraine, en guise de complément à notre accord de libre-échange.

En tant que membre du comité de la défense, j'ai eu le privilège de visiter l'Ukraine le mois dernier et de voir certains des enjeux auxquels l'Ukraine fait face dans ses efforts de réforme, compte tenu des agressions constantes de la Russie. Nous avons vu l'intervention du Canada dans la réforme militaire, la réforme de la police et dans d'autres domaines. Ce que je comprends, c'est que la plupart de ces accords techniques prennent fin l'année prochaine, et je me demande si des pourparlers ont été entrepris, ou si vous avez eu des signaux du gouvernement du Canada concernant l'importance de poursuivre ces programmes d'aide technique visant la réforme pour des aspects comme la police, la lutte contre la corruption et le militaire.

• (1250)

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Il est très important pour nous de poursuivre et de renforcer notre coopération dans le cadre des missions techniques. En effet, dans le cadre d'un examen stratégique sur les périodes suivantes, nous souhaitons vraiment nous assurer que l'Ukraine occupe la place qui lui revient et que les gestes posés en Ukraine sont sans précédent. À mon avis, aucun autre pays n'est confronté à autant de changements structurels dans des domaines comme la justice, la décentralisation, l'éducation, les soins de santé, les pensions, la police nationale, la sécurité nationale, la défense et l'énergie.

Évidemment, tous ces changements demandent de l'expérience et un soutien technique. Les problèmes économiques qui existent depuis des décennies et avec lesquels nous devons composer sont devenus des problèmes chroniques. Pour les régler, nous avons besoin d'un soutien professionnel rapide, mais mesuré, afin de changer l'Ukraine.

Je vous affirme que, grâce à de nouveaux changements et à de nouvelles transformations, nous avons atteint un stade où nous pouvons transformer l'économie ukrainienne en l'une des économies les plus dynamiques d'Europe. C'est un fait. La privatisation du secteur public, le transfert mesuré des terres, l'ouverture de l'économie, une réglementation intelligente et l'amélioration de nos capacités énergétiques, notamment, nous aideront à assurer une croissance économique viable.

De nos jours, de nombreux gens d'affaires se tournent vers les entreprises en démarrage en tant que possibilités d'investissement; c'est exactement ce qu'est l'Ukraine: une sorte d'entreprise en démarrage qui pourrait être rentable pour des investisseurs. Des milliers d'entreprises internationales mènent des activités en Ukraine. Certaines connaissent des difficultés, car il n'est jamais facile de faire des affaires. Toutefois, il est clair que ces entreprises atteignent leurs objectifs.

L'Ukraine possède une capacité intellectuelle élevée et des ressources naturelles. Cette combinaison nous permet d'être optimistes. Le soutien technique du Canada nous aidera à améliorer nos compétences, car nous travaillons à développer notre propre puissance institutionnelle. Nous avons déjà accumulé de l'expérience au cours des dernières années. Nous sommes conscients que nous formons une jeune démocratie, un jeune pays, mais nous devons relever des défis sans précédent. C'est la raison pour laquelle nous devons agir rapidement et c'est un honneur pour nous d'agir rapidement avec votre collaboration.

Merci.

Le président: Notre prochain intervenant sera un membre du Parti libéral.

Madame Ludwig, vous avez la parole.

Mme Karen Ludwig (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci, Vos Excellences, d'avoir accepté notre invitation. Je suis très heureuse de pouvoir collaborer avec vous et de pouvoir tirer des leçons de vos expériences.

Monsieur le premier ministre, j'aimerais que vous nous parliez des possibilités qui existent pour accroître vos exportations et ouvrir votre économie aux possibilités en matière d'innovation et d'infrastructure et des possibilités qui pourraient s'offrir aux professionnels canadiens pour vous soutenir vous et vos efforts au chapitre de l'investissement.

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Merci beaucoup.

En effet, il est très important pour nous de moderniser notre infrastructure si nous voulons développer notre économie domestique. Au cours des dernières années, nous avons amorcé une importante modernisation de notre pays et une refonte de tous nos systèmes de maintien de nos fonctions vitales.

Nous disposons de ports uniques. Nous avons amorcé la modernisation de nos chemins de fer et la réfection de nos routes. Nous créons toutes sortes d'infrastructures afin d'accroître nos capacités d'exportations et d'importations.

L'innovation figure à notre programme, car l'Ukraine est un pays très novateur, comme en font foi les nombreux projets novateurs dans le monde qui utilisent des composantes ukrainiennes. Les spécialistes ukrainiens sont reconnus dans le monde entier. Je sais que dans le domaine des TI, notamment, les entreprises canadiennes et ukrainiennes collaborent beaucoup. Les spécialistes des TI ukrainiens collaborent avec des gens d'affaires canadiens.

Pas plus tard qu'hier, j'ai rencontré un groupe de gens d'affaires canadiens qui emploient 1 000 programmeurs et développeurs de logiciels ukrainiens. Donc, cette relation est déjà établie.

La conclusion d'accord de libre-échange en matière de services nous permettrait de travailler à un accord de coopération en TI afin de pouvoir collaborer sur divers produits. Il est également très important pour nous de moderniser notre capacité en matière de transport en fonction des nouvelles technologies.

Nous travaillons également à protéger les droits d'auteur et à assurer la confiance des gens à l'égard de l'économie ukrainienne. Nous devons également améliorer l'efficacité de la gestion de nos sciences nationales. Le secteur des sciences n'a pas encore fait l'objet d'une réforme. Nous investissons beaucoup d'argent en sciences, mais nous pourrions en retirer davantage. Nous y travaillons. L'an prochain, nous créerons une fondation pour soutenir l'innovation en Ukraine.

Nous aborderons également la question avec le Conseil pour le développement national et chercherons à mettre en place des systèmes qui mèneront à la création de produits fondés sur l'innovation en Ukraine. Donc, l'innovation est très importante pour nous dans tous les domaines, plus particulièrement en agriculture.

Merci.

• (1255)

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

Merci, madame Ludwig.

Je crois qu'il nous reste suffisamment de temps pour quelques questions brèves.

Monsieur Diotte, vous avez la parole.

M. Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Monsieur le premier ministre, je crois que tous les Canadiens sont étonnés par la résilience du peuple ukrainien. Je tiens à vous en féliciter.

J'aimerais savoir à quoi vous vous attendez en ce qui a trait à l'agression russe et si vous entretenez un quelconque espoir à reprendre un jour ce territoire.

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Nous n'avons aucune autre option que de laisser aller temporairement le territoire occupé. C'est une question de valeurs.

Il s'agit, à mon avis, d'une lutte entre deux mondes. Ce n'est pas un conflit local en Ukraine. Ils ont d'abord insisté qu'il s'agissait d'un conflit domestique, mais il n'y a pas et il n'y a jamais eu de conflit domestique en Ukraine. Il s'agit d'un conflit entre deux mondes — le monde démocratique qui s'appuie sur des valeurs et le respect et un autre monde qui n'a rien de démocratique. Malheureusement, le fossé entre ces deux mondes est exposé sur notre frontière orientale. Nous défendons les valeurs occidentales. Lorsque nous avons dit que nous voulions créer un pays démocratique et intégrer le monde occidental, les Russes ont amorcé des opérations militaires pour prendre le contrôle de l'Ukraine. Je suis convaincu que dans cette ère postsoviétique, l'Ukraine constitue un exemple de transformation réussie, malgré toutes les tragédies qui ont marqué son histoire.

Je ne peux prédire ce que fera la Russie, mais je crois que la réponse à cette question dépend de l'efficacité de la réaction du monde démocratique pour protéger ses valeurs démocratiques. Imaginez, par exemple, ce qu'aurait été l'agression russe si l'armée ukrainienne n'était pas intervenue de façon si héroïque. Nous sommes conscients qu'il est très important de consolider le monde et qu'ici, comme dans de nombreuses régions du globe, certains croient qu'il faudrait lever les sanctions contre l'agresseur. Mais, mes chers amis, cela ne voudrait-il pas dire que nous laissons tomber nos valeurs, des valeurs pour lesquelles nous devrions nous battre et pour lesquelles les générations précédentes se sont battues?

Il est très difficile de prédire ce que fera la Russie, mais nous devons agir. Nous devons nous battre et repousser l'agresseur. Nous devons pousser les dirigeants russes à respecter le droit international, la souveraineté et les frontières. Nous pourrions alors crier victoire. J'oublie qui a dit que l'agresseur continue d'agresser jusqu'à ce qu'il juge que le prix à payer est trop élevé. Nous devons faire en sorte que ce prix soit trop élevé.

Je tiens à souligner de nouveau qu'il est évident que nous avons besoin de votre leadership. Votre leadership est fondé sur des valeurs

et nous le respectons. Nous accueillons avec joie le leadership mondial du Canada.

● (1300)

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

Merci pour cette question. Elle était brève, mais la réponse a été longue. Nous avons maintenant dépassé le temps prévu.

Je vais maintenant laisser le fauteuil à mon estimé collègue, le président du comité de la défense, pour le mot de la fin.

Monsieur, vous avez la parole.

M. Stephen Fuhr (Kelowna—Lake Country, Lib.): Messieurs, merci d'avoir accepté notre invitation. La réussite de l'Ukraine est importante pour les comités que nous représentons ici, pour les Canadiens et pour l'ensemble du pays.

Comme vous le savez, le comité de la défense s'est rendu en Ukraine il y a environ un mois. Il devrait déposer un rapport à la Chambre des communes au cours des prochaines semaines. Je m'attends à ce que nos recommandations au gouvernement du Canada dépassent probablement le cadre du mandat du Comité étant donné tout ce que nous avons entendu aujourd'hui et lors de notre visite en Ukraine. Nous sommes impatients de publier ce rapport et de formuler des recommandations constructives au gouvernement du Canada afin de vous aider à atteindre vos objectifs.

Merci beaucoup d'être venu témoigner. Si vous pouvez vous joindre à nous à l'extérieur pour une séance de photos, nous vous en serions reconnaissants. Merci.

S.E. M. Volodymyr Groysman: [Traduction de l'interprétation] Merci beaucoup.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>